

Points principaux du rapport du Groupe de travail « Simplification » présenté à la Convention européenne les 5 et 6 décembre 2002, en session plénière.

Président du groupe de travail : Monsieur Giuliano Amato

SIMPLIFICATION : MOINS D'INSTRUMENTS ET DES PROCEDURES REORGANISEES.

Le Groupe de travail « Simplification » s'est fixé deux objectifs : rendre plus lisible le système européen et renforcer la légitimité démocratique des actes de l'Union européenne.

Le travail du groupe a concerné les instruments juridiques et les procédures législatives et budgétaires.

Passer de quinze à six instruments.

Aujourd'hui, il existe 15 instruments. Le Groupe a considéré que certains de ces instruments n'avaient pas, les uns par rapport aux autres, d'effets substantiellement différents et pouvaient donc être fusionnés, et d'autres, très rarement utilisés, supprimés. En conséquence, le Groupe recommande que soient retenus seulement six instruments qui à eux seuls couvrent tous les cas de figure. De fait, **cette simplification marque la fin de la classification des politiques en « piliers »** (chaque « pilier » ayant des instruments et procédures particuliers). Le Groupe recommande également que les dénominations des instruments soient parfois changées pour permettre une meilleure compréhension de la valeur de ces instruments.

Instruments obligatoires :

- ▶ **La loi de l'Union européenne** : remplace le règlement, est obligatoire et directement applicable dans toute l'Union européenne.
- ▶ **La loi-cadre** : remplace la directive, est obligatoire quant aux résultats, les modalités sont laissées aux Etats membres.

La loi et la loi-cadre sont des actes législatifs, la procédure appliquée est celle de la codécision (le Conseil de l'Union européenne et le Parlement

européen sont co-législateurs) sur proposition de la Commission européenne.

- ▶ **La décision** : peut concerner ou non des destinataires particuliers (c'est un instrument flexible, par exemple particulièrement adapté à la Politique Etrangère et de sécurité Commune –PESC-).
- ▶ **Le règlement** : dénomination recouvrant les actes délégués et d'exécution (voir plus bas).

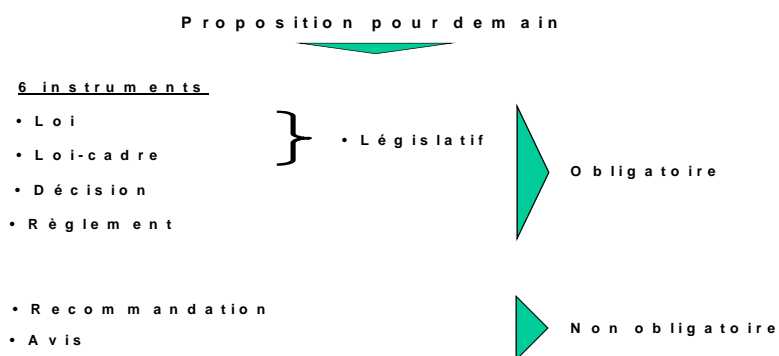
Instruments non obligatoires :

- ▶ **La recommandation**
- ▶ **L'avis**

Un nouveau type d'actes pour une meilleure répartition des rôles entre législatif et exécutif : les actes délégués.

Pour répondre au reproche fait à la législation européenne de pêcher par excès de détails. Le Groupe de travail propose que soit adoptée la hiérarchie des actes de l'Union suivante :

- ▶ **Les actes législatifs** : adoptés sur base du traité, contiennent **les éléments essentiels** et les choix politiques fondamentaux ainsi que les règles afférentes.
- ▶ **Les actes délégués** : concernent notamment les compléments techniques d'un acte législatif, sont prévus au cas par cas par l'acte législatif, la Commission européenne est en charge, le législateur contrôle et peut révoquer la délégation.
- ▶ **Les actes d'exécution** : concernent la mise en oeuvre des actes législatifs ou délégués, sont de la compétence de la Commission européenne en règle générale et du Conseil par exception.



Des procédures simplifiées.

Ne prenant en considération que les rôles respectifs du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne, les recommandations du groupe concernent les procédures suivantes :

- ▶ **La procédure de codécision** (Conseil de l'Union et Parlement européen) : le Groupe constate que cette procédure fonctionne bien. Il recommande que le vote à la majorité qualifiée soit généralisé à tous les cas où la procédure de codécision est de mise. Il recommande également plus de flexibilité dans la composition du Comité de conciliation.
- ▶ **La procédure de coopération** : Le Groupe recommande sa suppression et que les cas qu'elle concerne soient, selon, soumis à la procédure d'avis simple ou à la procédure de codécision.

- ▶ **La procédure d'avis conforme** : le groupe recommande que son utilisation soit limitée à la ratification de certains accords internationaux.
- ▶ **La procédure budgétaire** : selon le Groupe de travail, l'autorité budgétaire doit rester double : le Conseil de l'Union ayant le dernier mot pour les ressources, et le Parlement européen pour les dépenses. Les perspectives financières doivent être inscrites dans le traité, ce qui les rendra obligatoires, et rendra également possible l'adoption d'une seule et unique procédure pour les dépenses obligatoires et les dépenses non-obligatoires. La procédure budgétaire annuelle pourrait s'apparenter à une procédure de codécision simplifiée où le Parlement aurait le dernier mot. Le Groupe recommande que les principes régissant les dispositions budgétaires soient inscrits dans le traité constitutionnel, ils encadreraient la procédure budgétaire annuelle.